

## **« Ils nous ont tellement volé qu'ils ont fini par voler notre peur »**

Nos compatriotes, devant la misère et l'injustice sociale, se sont mis en grève générale depuis le 28 avril 2021 contre la réforme fiscale.

Une fois celle-ci retirée leurs demandes ont porté sur une exigence de vie digne résumée en six points par les mouvements sociaux au gouvernement colombien. Depuis... il y a trop de morts, trop de disparus, trop de blessés, trop d'agressions sexuelles...

Aujourd'hui le monde est témoin de massacres commis par un narco-état qui est prêt à sacrifier son peuple pour préserver les privilèges d'une minorité. L'ONU a dénoncé l'assassinat de 255 activistes sociaux et 66 massacres commis pendant l'année 2020 et durant le premier trimestre 2021.

Nous dénonçons l'aggravation de la violence qui frappe la Colombie, causée par la politique criminelle du gouvernement de Ivan Duque, qui a imposé la guerre, refusant une issue politique par la voie du dialogue. Il a ignoré toutes les propositions venues des communautés, alors qu'au même moment, il permettait la présence généralisée et renforcée des bandes narco-paramilitaires dans les territoires où, malgré la forte militarisation, ils se déplacent, menacent et assassinent en toute impunité.

La solidarité est la tendresse des peuples. On ne peut plus continuer dans ce silence synonyme de complicité. Nous faisons un appel solennel au peuple français pour intervenir auprès de leurs institutions et autorités afin de dénoncer ces actes de violations des droits humains, comme les détentions arbitraires et les disparitions de manifestants, les violences commises contre les femmes dans les manifestations devant l'ONU, et faire tout le nécessaire pour garantir l'accomplissement du processus de paix en Colombie.

En ce moment-même, nos compatriotes se battent pour le droit à une vie digne. Ils veulent la paix et la justice sociale... ce n'est pas trop demander !

**Que la paix ne nous coûte pas la vie !  
Nous sommes la génération de la paix !**



**Poitiers, le 28 mai 2021.**

## #SOSCOLOMBIA

Le 28 mai 2021, La Colombie atteint 1 mois de grève générale, à laquelle la population participe massivement. Cette grève prend de l'ampleur chaque jours, nourrie par des cortèges culturels partout dans le pays et à l'étranger, et subie de la part du gouvernement et de la police une répression disproportionnée et violente.

Le Président Ivan DUQUE, en place depuis le 07 août 2018 et se trouvant à mi-mandat, accuse une forte perte de crédibilité, tandis que le pays traverse une crise économique et des droits humains sans précédent. En effet, ayant reçu le pays avec la guérilla des FARC démobilisée et des ressources financières internationales soutenant le processus de réconciliation nationale et de réactivation économique, le mandat de Ivan DUQUE s'est soldé par l'assassinat de plus de 900 dirigeants sociaux (dont plusieurs indiens, paysans, afro-descendants et défenseurs des droits humains) ; l'effondrement de l'économie, ainsi qu'une augmentation du taux du chômage et d'immigration des vénézuéliens suite à la crise dans ce pays. Le tout accompagné de nombreux cas de corruption, de blanchissement d'argent et favoritisme entachant des hauts fonctionnaires.

En pleine crise du Covid-19, Ivan DUQUE et son ministre de l'économie, monsieur CARRASQUILLA, ont annoncées une réforme fiscale sur les denrées alimentaires ; une réforme de santé visant la privatisation de services de santé ; et une dernière sur le droit au travail, visant la « tertiarisation », en institutionnalisant l'économie informelle et la perte des droits des travailleurs.

Pendant les manifestations, les associations des droits humains ont dénoncé plus de 3155 cas des violences policières, dont : 60 exécutions extrajudiciaires ; 22 victimes d'agressions sexuelles, dont une adolescente de 16 ans qui s'était suicidée après avoir été violée par des agents de polices dans une caserne ; 46 victimes de blessures oculaires ; plus de 1388 détentions arbitraires, dont certains manifestants ont subi des humiliations et même de la torture ; plus de 129 manifestants disparus d'après le procureur de Colombie, 346 selon l'ONG Indepaz, dont certaines ont été retrouvés morts dans les rivières après avoir été vus pour la dernière fois avec des agents de police ; des violences contre les journaux indépendants...

Dans ce contexte, la Commission Interaméricaine des droits humains a demandé l'autorisation de la Colombie pour faire une vérification de ces violations, demande qu'a refusée la ministre des Affaires étrangères Martha RAMIREZ.

Aujourd'hui, la situation est chaotique et le bilan est très lourd pour les mouvements sociaux mobilisés, notamment les jeunes des villes de Cali, Popayán, Buga, Yumbo et Bogotá, mais aussi pour les femmes arrêtées arbitrairement. Le gouvernement colombien a commencé des négociations avec le groupe de grève national, mais les attaques envers les manifestants continuent.

En conséquence, les revendications se sont élargies, comme les porte-paroles de la protestation face au gouvernement, en ajoutant des délégués de la jeunesse et des acteurs des quartiers populaires. Ainsi, les groupes mobilisés demandent la démission du gouvernement ; le démantèlement de la force anti-émeutes de La Police (ESMAD) ; le soutien et la réparation des victimes de l'État ; la mise en place d'un processus de justice à l'encontre des policiers acteurs d'agressions disproportionnées, ainsi que de leurs supérieurs ; une réforme à la Police colombienne ; le retrait du projet de loi concernant la réforme de la Santé et un renforcement du programme de vaccination du COVID 19 ; une plus grande protection de la production national ; une éducation supérieure gratuite ; la non-discrimination pour des raisons de genre, d'orientation sexuelle et d'ethnie ; l'interdiction de l'utilisation de glyphosate.

**Que la paix ne nous coûte pas la vie !  
Nous sommes la génération de la paix !**



**Poitiers, le 28 mai 2021.**